

CONTRE LA MILITARISATION :
MANIFESTONS LE 16 MARS À 18 H, RÉPUBLIQUE, PARIS.

T2137-522-8,00 F

ISSN 0026-9433

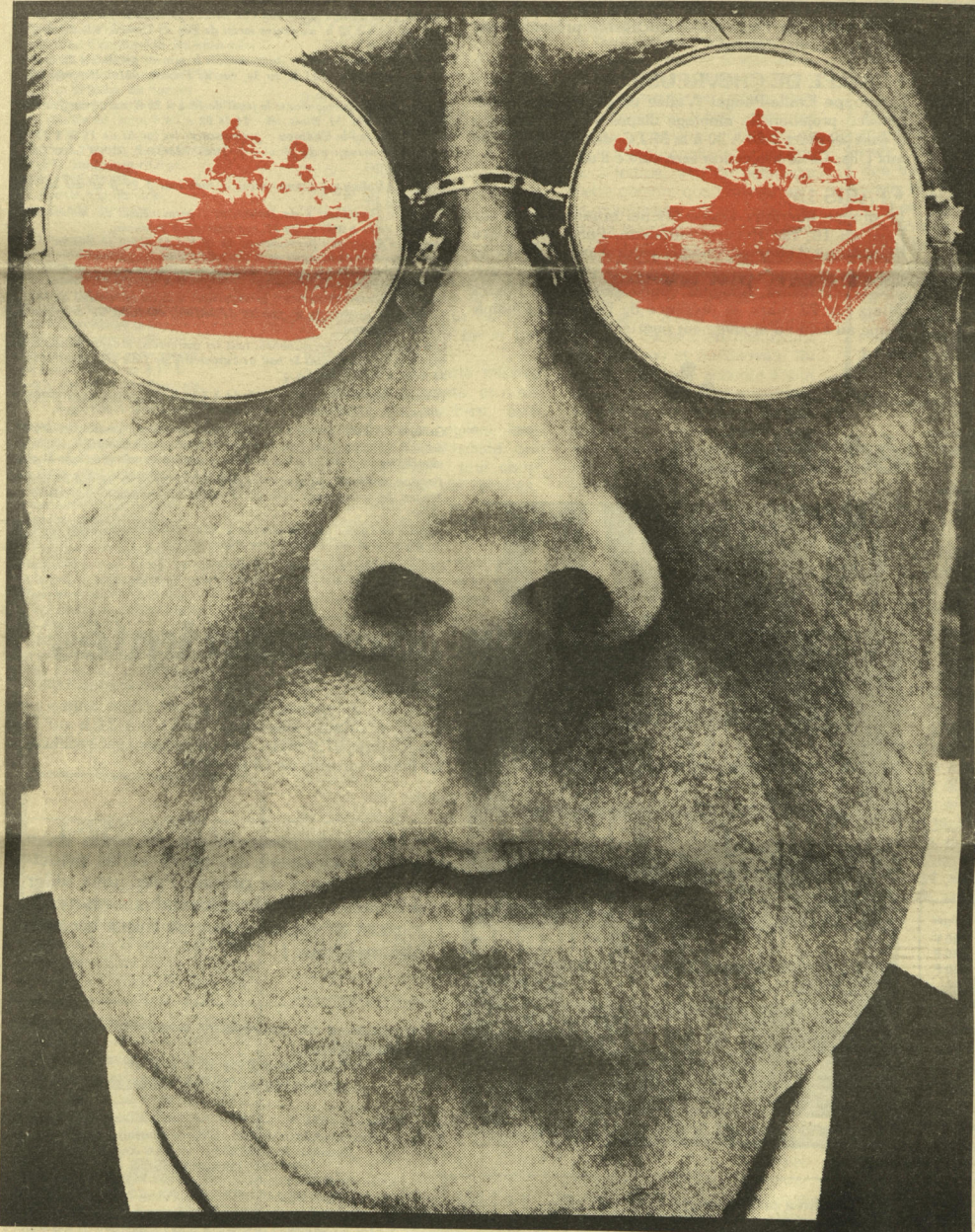
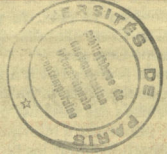
le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°522 JEUDI 15 MARS 1984 8,00 F

MILITARISATION DE LA SOCIÉTÉ
DANGER!



●
Fonctionnaires

En grève et dans la rue
pour refuser de faire
les frais de l'austérité.

Page 5

●
Ecole libre

C'est le printemps,
les corbeaux reviennent,
à Versailles,
ils parlent de liberté.

PAGE 4

●
Giscard

Valéry à la télé ?
L'image d'une société
bourgeoise qui meurt...

PAGE 12

FOP. 2520

communiqués

• PERPIGNAN

Le groupe Puig-Antich assurera une permanence-vente le premier dimanche de chaque mois au marché aux puces, route de Bompas.

Nous rappelons que le *Monde libertaire* paraît tous les jeudis dans les kiosques de Perpignan : gare, maison de la presse, place Arago, rue des Augustins, rue du Pont-d'en-Vestit.

On peut nous contacter au 48, rue des Augustins, Perpignan.

• HAGUENAU

La liaison Bas-Rhin de la Fédération anarchiste co-organise du 23 au 30 mars 1984 une semaine d'information sur la paix, la guerre, la militarisation de la société. Cette semaine se déroulera à Haguenau, salle Saint-Georges.

Dans la journée (14 h à 20 h) :

- exposition avec la participation de J.-F. Battelier qui présentera ses dessins, photos sur Hiroshima et Nagasaki, panneaux d'informations ;
- animations pour les jeunes ;
- tables de presse permanentes.

Dans la soirée (à partir de 20 h) : projections de films et débats.

Au menu :

- vendredi 23 mars, 20 h, projection du film « Prophétie », la réalité et les conséquences du bombardement atomique sur Hiroshima et Nagasaki ;

- lundi 26 mars, 20 h, débat « Les zones de conflits dans le monde — Les enjeux stratégiques » avec Yves Le Hénaff, projection du montage diapos « La course à la mort » ;

- mardi 27 mars, 20 h, débat « Les implications de l'armée dans la société » et projection du montage diapos de la C.N.T. sur la symbiose Armée-Education, avec la participation d'un membre du Collectif pour l'abrogation du protocole d'accord ;

- mercredi 28 mars, 20 h, débat « Le rôle des médias » avec la participation de journalistes et d'un membre du Collectif des scientifiques pour le désarmement ;

- jeudi 29 mars, 20 h, débat « Les religions face à la paix » avec la participation de représentants de différents courants religieux et d'un libre-penseur ;

- vendredi 30 mars, 20 h, débat « Face à la guerre : que faire ? » avec Solange Fernex (Parti écologiste), le M.A.N. et Pierre-Martial Cardona (*Avis de recherche*).

Un concert de soutien terminera cette semaine le samedi 31 mars à 20 h 30, à la M.L.C. de Haguenau avec le concours de Sylvie Reff, Serge Rieger et J.-P. Albrecht.

Cette semaine, ainsi que le concert seront retransmis par Radio-Dreyeckland sur 101,5 MHz.

Les organisateurs : Groupe écologique d'Outre-Forêt, Fédération anarchiste, Mouvement rural de Jeunesse chrétienne, Association du livre de la paix, des individuels.

Liaison du Bas-Rhin

• SAINT-BRIEUC

Un groupe libertaire est en formation sur Saint-Brieuc. On peut le contacter à la permanence qu'il tient le premier vendredi du mois à 20 h 30, à la M.J.C. des Patreaux ou à la vente du M.L., le samedi matin, place de la Poste.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République) tél. : 805.34.08

débats

• EVREUX

A l'occasion de la semaine d'action contre la symbiose Armée-Education, le groupe Manuel-Devaldès tiendra une réunion d'information sur le protocole Henu-Savary, le mardi 20 mars, à 20 h 30, à la Maison des associations, derrière la mairie d'Evreux. Nous y invitons tous les lecteurs du *Monde libertaire* de la région.

• BONDY

Le groupe Sevan-Bondy organise dans le cadre de la campagne contre le protocole Henu-Savary une réunion d'information sur le thème « Quel accord entre l'armée et l'éducation ». Cette réunion aura lieu le samedi 24 mars, à 20 h 30, au centre Alfa de Bondy, 3, allée des Pensées. Toutes les personnes désireuses de prendre contact avec le groupe pourront le faire à cette occasion.

• PARIS 18°

Le groupe Louise-Michel organise un meeting-débat sur le thème « L'Anarcho-syndicalisme aujourd'hui » le vendredi 30 mars au 127, rue Marcadet, Paris 18°, de 18 h à 22 h. Sur place sont également prévus librairie, diapos, expositions, buffet et participation musicale (Chanteur-Livreur). Ce meeting clôturera la série de cours sur l'anarcho-syndicalisme présentée par le groupe Louise-Michel.


• VALLÉE DE CHEVREUSE

Le groupe Emile-Pouget (Vallée de Chevreuse, Rambouillet) projettera le montage diapos « L'Anarchisme » le jeudi 29 mars à 20 h 30 à la M.J.C. de Courdimanche aux Ulis. Cette projection sera suivie d'un débat.

• PARIS 18°

Le groupe libertaire Louise-Michel organise dans son local au 10, rue Robert-Planquette, Paris 18°, métro Blanche ou Abbesses, chaque jeudi à partir de 20 h, une série de cours. Au programme : le 15 mars, l'anarcho-syndicalisme espagnol contemporain par Franck Mintz ; le 22 mars, la présence de l'anarcho-syndicalisme au sein du mouvement ouvrier français.

éditions



TCHAD, LIBAN ...

LE MILITARISME ET L'IMPÉRIALISME ÉCRASENT LES PEUPLES.

POUR SUPPRIMER LA GUERRE, SUPPRIMONS L'ÉTAT.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

145, rue Amelot 75011 Paris tél. : 805.34.08

Affiche éditée par le groupe Paris-15°, prix : 5 F l'unité, 1 F l'unité au-dessus de 10 exemplaires. Format : 60 x 90.

liste des permanences des groupes f.a.

Groupe de Caen : permanences et table de presse le vendredi, de 11 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire B de Caen.

Groupe de Dijon : permanence le samedi de 15 h à 17 h 30, au 61, rue Jeannin, à Dijon.

Groupe du Morbihan : permanences tous les vendredis de 19 h à 21 h, à la bibliothèque de la rue du Château, à Auray.

Liaison Bas-Rhin : permanences chaque vendredi, de 11 h 30 à 13 h, au cours de la tenue de la table de presse, au restaurant universitaire Paul Appel, à Strasbourg et le dernier jeudi du mois, à partir de 20 h, au Cardek, 13, rue du Général-Zimmer, à Strasbourg.

Groupe « Michel Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

Groupe d'Angers : permanences tous les vendredis, de 18 h à 19 h, à la librairie la Tête en Bas, 17, rue des Poitiers, à Angers.

Groupe de Marseille : permanences le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe du 11° : permanences à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 h à 13 h.

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinal c/o BP n° 7, 80330 Longueau.

Groupe « Nestor Makhno » de Saint-Etienne : permanences tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du travail, cours Victor-Hugo, à Saint-Etienne.

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences le 3^e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au centre social de Pen Ar Creach, rue du Professeur-Christien.

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 19 h et le dimanche de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 h à 22 h, au 24 rue Jean-de-la-Fontaine, apt. 57, Blois, tél. : 74.26.02.

Groupe d'Anzy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon (tél. : (23) 80.17.09).

Groupe « Voline » : permanences le mercredi de 20 h 30 à 26, rue Piat, Paris 20°.

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences les mercredis et samedis, de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

Groupe d'Aubenas : permanences de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe Louise-Michel : permanences le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planquette, Paris-18°.

Liaison d'Aix-en-Provence : permanences tous les mercredis, de 14 h à 17 h, dans le hall de la faculté de lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe de Lille : permanences tous les mercredis, excepté pendant les vacances scolaires dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq.

Groupe d'Agen : permanences de 14 h à 16 h, les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, au 64, rue de l'Angle-Droit, 47000 Agen.

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanences dans les locaux du C.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h à sa table de presse au marché Saint-Sermin.

Groupe du Mans : permanences tous les mercredis de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, salle 33, 3^e étage, square Stalingrad, 72000 Le Mans.

Liaison de Lyon : permanences les 2^e et 4^e mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, au 13, rue Pierre-Blanc, à Lyon.

Groupe L. Bertho-Lepetit : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque premier lundi du mois.

communiqués

• DIJON

Tous les dimanches, le groupe de Dijon anime une émission « Radio libertaire », de 21 h à 24 h sur Radio-K-Libre, 87,9 MHz. Ces émissions sont rediffusées les lundis suivants de 15 h à 18 h.

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'inventus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous !

Permanence du Secrétariat administration, secteur imprimerie : le samedi de 15 h à 17 h, à la librairie du Monde libertaire.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris-11°
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie : « Roto de Paris » 24, rue des Rigoles, Paris 20°
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
 Rédaction-Administration
 145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous plis fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
 à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

en bref... en bref...

• Plusieurs centaines de personnes ont manifesté à la Goutte d'Or (Paris 18^e) pour protester contre les expulsions du 7 février, rue Polonceau. Rappelons qu'une dizaine de familles sont logées, dans des conditions très précaires, à la salle Saint-Bruno et que rien n'a été entrepris pour leur assurer un rélogement décent, ceci en toute illégalité (voir M.L. n°518 et 520). Des groupes de la Fédération anarchiste appelaient à cette action.

• Albert Roovezu, libertaire, après avoir obtenu son statut d'objecteur de conscience s'est insoumis au service civil. Insoumis total de fait, il passera en procès pour délit d'insoumission le 16 mars à partir de 14 h au Palais de Justice de Bordeaux, 4^e chambre, salle n°5. Venez nombreux pour le soutenir.

• Le calendrier-almanach 1984 de la Libre Pensée et du journal La Calotte est toujours disponible, avec de nombreux textes et illustrations. Prix : 25 F, les 5 : 100 F. Commandes à adresser à : La Calotte, résidence de la Libre Pensée, Georges-des-7-Voies, 49350 Gennes. Tél. : (41).57.31.06.

• Un numéro hors-série du journal Prisons (mensuel d'expression des enfermés) vient de paraître. Au sommaire : une foule d'infos sur les détenus, un dossier sur « la psychiatrie et le judiciaire au service de l'injustice ! ». Prix : 10 F. Ecrire à Prisons, 4, rue Gaugin, 91600 Savigny-sur-Orge. Tél. : 905.08.00. En vente à la librairie du Monde libertaire.

• Le mardi 27 mars se jouera la pièce de Dario Fo « Mort accidentelle d'un anarchiste » au théâtre du Merlan à Marseille. A cette occasion, le Centre international de recherches sur l'anarchisme organisera une conférence sur Pinelli (l'inspirateur de cette pièce) le samedi 24 mars à 17 h au 5, rue des Convalescents, 13001 Marseille (au 2^e étage).

• Piotr Bednarz, ouvrier polonais, membre de Solidarnosc de la région de Basse-Silésie a été inculpé et condamné à 4 ans de prison ferme le 27 décembre 1982, pour avoir dirigé la grève dans deux grandes usines en décembre 1981. Actuellement Piotr Bednarz purge sa peine à la prison de Barczewo, il est possible de lui écrire : Piotr Bednarz, Zaklad Karny, ul. Klasztorna 5, 11010 Barczewo (Pologne) et soutenir sa famille : Pani Bednarz, Ludwika Jelenic 27, 65-523 Kuznica Grabowska (Pologne).

PROCÈS

Le mardi 6 mars s'est déroulé le procès de Thierry Maricourt devant la 11^e chambre d'appel du tribunal de Paris. Thierry Maricourt lors de son audience a bénéficié d'un soutien important d'antimilitaristes et de libertaires, de plus son avocat utilisant la conjoncture internationale actuelle a su toucher sensiblement la corde humanitaire des juges et de la partie civile.

Thierry Maricourt, inculpé d'insoumission en « temps de paix » ne connaîtra l'arrêt de la cour que le 17 avril 1984. Affaire à suivre.

LES PROPRIÉTAIRES ET LE DROIT D'OPINION

DANS le cadre de nos permanences pour le logement, nous sommes amenés à prendre connaissance de situations allant de la plus dramatique à la plus cocasse. Entre ces deux situations vient s'imbriquer naturellement celle dont on a l'impression qu'elle émerge d'un autre monde.

Le jeudi 16 février 1984, l'une de nos adhérentes est venue nous consulter pour un problème apparemment banal. Bien des gens n'y donneraient pas suite, pensant que, en de telles circonstances, l'ignorance et le dédain sont la seule réponse valable qui puisse être apportée à de tels faits.

« Voilà... » dit-elle, tout en libérant son fils d'un je ne sais quel porte-bébé-sac-à-dos. Dès que le petit monstre toucha le sol, il s'enfuit à quatre pattes visiter les rayons des publications que présente la librairie du Monde libertaire, et déjà on entend fuser des constatations du genre :

« De la bonne graine pour une société libertaire ! »
« L'instinct ne trompe jamais ! »

Et nous de penser à Maurice, le libraire, qui se donne tant de mal pour que « règne l'ordre » dans les rayons. Mais cela est dans la nature des choses, une génération pousse l'autre.

« Voilà, reprit-elle, tout en surveillant du coin de l'œil son bon petit diable, j'ai collé à ma porte un autocollant de Radio-Libertaire, à la suite de quoi j'ai reçu une lettre de la gérante, que voici. »

La lecture de cette missive est édifiante de vérité, et nous démontre, au combien, qu'il nous faut rester vigilant face à l'autoritarisme fasciste qui renaît actuellement, tout comme le phénix de ses cendres. Cette lettre de la gérante, datée du 8 février 1984, nous dit en substance :

« Mademoiselle, Monsieur, L'immeuble étant habité bourgeoisement, les manifestations d'opinions de tout genre sont interdites.

En conséquence, veuillez retirer tous les autocollants posés sur votre porte.

De plus, ce genre de procédé abîme les vernis et peinture, et la réfection d'une porte coûte cher.

Nous vous remercions de tenir compte de ce qui précède, et dans cette attente... »

Après avoir lu et relu ce qui précède, pensant que nous avions mal compris le fond et la forme de cette mise en demeure, nous ne pouvons que constater l'évidence. En effet cela existe encore. Le locataire n'a qu'une seule possibilité,

celle de payer chèrement son droit au logement, sans émettre d'opinions, qui plus est quand celle-ci concerne Radio-Libertaire.

Nous sommes persuadés que, si les autocollants avaient été ceux de radios périphériques, cela aurait paru plus naturel et n'aurait pas « abîmer le vernis », ou mieux encore, si la publicité de ces macarons avait vanté la qualité d'une maison de la Radio en forme de fromage, dont les politicards se partagent à tour de rôle une part de plus en plus importante afin de mieux endormir leur auditoire ; peut-être alors notre adhérente aurait-elle reçu de sa gérante un satisfecit aussi faux que leur discours quand ils veulent « plumer le locataire ».

Face à une telle situation, nous n'avons pu mieux faire que conseiller à cette personne de s'empresser d'appliquer un autre autocollant sur sa boîte à lettres, afin de persuader cette gérante que l'opinion ainsi manifestée n'était pas une erreur mais bien un acte réfléchi.

Tout comme l'ensemble du « monde de l'immobilier », cette gérante, employée de la société S.A.C.O.G.I., a oublié volontairement, d'une part, l'article 7 de la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, du 24 juin 1793, qui accorde à tout citoyen « le droit de manifester sa pensée et ses opinions, soit par la voix de la presse, soit de toute autre manière... », et d'autre part, la déclaration universelle des Droits de l'Homme proclamée par les Nations unies le 10 décembre 1948, dont la France est signataire, où il est précisé dans l'article 19 que « tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit ».

Nous sommes, quant à nous, prêts à combattre ces nouveaux despotes qui reprennent sans « Pen » une importance qu'ils n'ont pas mais que leur confère un gouvernement incapable de faire disparaître de notre horizon social de telles officines. Affaire à suivre et à combattre.

Gilbert Alvarez

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes de la F.A. — PAGE 3 : Les propriétaires et le droit d'opinion, En Bref, Editorial, Communiqué, Contre la militarisation — PAGE 4 : Le Livre en lutte, La Liberté au tapin, Ecole privée — PAGE 5 : Fonction publique, Inter-Assistance suite — PAGE 6 ET 7 : L'école mène-t-elle à l'armée, Actions anti-symbiose — PAGE 8 : L'Amérique centrale — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : La Télévision et ses P.D.G., Note de lecture — PAGE 11 : Théâtre, Chanson, Film, R.-L., Revues — PAGE 12 : Un malheur n'arrive jamais seul.

Editorial

« D'ONNEZ-moi un bon ennemi, je vous ferai un bon ensemble. » Il paraît que cette phrase est tirée du dernier livre d'un conseiller du président de la République. A croire que le Parti socialiste au pouvoir depuis trois ans veut après l'avoir démontré dans la réalité, théoriser le fait qu'il sait défendre le nationalisme et par voie de conséquence le militarisme.

Sous le septennat de Giscard d'Estaing c'était le Zaïre, le Liban, la Mauritanie... et actuellement on remet le couvert comme si le gouvernement de gauche voulait, encore une fois, nous expliquer qu'il fait sensiblement la même chose. Dame ! Il faut bien défendre les intérêts de la France, même si au passage on est obligé de revêtir les habits de l'impérialisme. Juchée au sommet de l'appareil d'Etat, la coalition socialo-communiste gère avec soins l'appareil de production du capitalisme français et ses multiples ramifications. Le schéma éternel se reproduit : on va se battre pour l'« intérêt national » alors que les seuls intérêts capitalistes sont en jeu. Rien de nouveau sous le soleil et ceux qui hier encore parlaient d'anti-colonialisme et de militarisme imbécile, seraient prêts à prendre les armes pour défendre la France éternelle !

Tout est lié ! D'un côté, on veut nous faire croire que la lutte de classes n'existe plus et de l'autre que l'appareil militaire français est devenu un facteur moteur essentiel pour l'évolution vers le socialisme. Les quelques miettes promises aux comités de soldats se sont dispersées dans la tourmente de l'« après 10 mai 81 » et les peines pénales frappant les insoumis et les objecteurs de conscience sont de plus en plus lourdes.

L'antimilitarisme n'aurait plus sa raison d'être sous le septennat de François Mitterrand puisque d'un coup de baguette magique, avec son élection tout est devenu beau, même l'armée ! Insidieusement le militarisme réapparaît avec la caution du gouvernement de gauche. Et ce ne sont pas les accords Hernu-Savary qui nous inciteront à la clémence.

« Les ouvriers, n'ayant pas de propriété, n'ont point d'intérêts locaux. Tous leurs intérêts sont d'une nature générale, pas même nationale mais internationale » écrivait Bakounine il y a plus d'un siècle. Les tenants actuels du socialisme d'Etat veulent nous faire prendre en compte les intérêts de la France éternelle comme si la lutte des classes n'existait pas. Elle existe toujours, comme l'antimilitarisme et nous serons présents et nombreux le 16 mars, à 18 h, place de la République, à Paris, pour le dire haut et fort.

CONTRE LA MILITARISATION

UNE centaine de personnes a participé au meeting organisé par les groupes du 15^e, Libertad, Louise-Michel, Pierre-Besnard et de La Défense, le 7 mars à l'A.G.E.C.A. sur le thème : « Non à tout militarisme, non à tout impérialisme ! ».

La première partie de ce meeting était axée sur les interventions militaires françaises au Tchad et au Liban, dénonçant la banalisation de ce genre « d'expéditions pour sauvegarder la paix », en insistant sur le fait que depuis la guerre d'Algérie, jamais la France n'a autant envoyé ses parachutistes aux quatre coins du monde.

pour défendre des intérêts sans aucun rapport avec la paix.

La seconde partie traitait de la militarisation de la société, et en particulier de la militarisation de l'éducation avec le tristement célèbre protocole Hernu-Savary.

Un débat a suivi ces interventions, engageant souvent des discussions passionnées entre les orateurs et le public. Un succès, donc, et qui préparait la journée du 16 mars où la Fédération anarchiste manifesterait contre la militarisation de la société, à 18 h, place de la République, à Paris.

Les groupes organisateurs

COMMUNIQUÉ

LA Fédération anarchiste proteste vigoureusement contre l'attentat commis le 6 mars 84 qui visait la librairie de la Libre Pensée située au 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques à Paris.

Les auteurs de cet acte intolérable ont été reconnus comme étant les mêmes qui par trois fois — en commando express — ont placardé des affiches sur le local visé ; affiches qui appelaient à la manifestation de Ver-

sailles pour l'école « dite libre », étrange coïncidence !

Il est utile de rappeler le rôle primordial de la Ligne Pensée dans son combat permanent contre tous les dogmes et particulièrement le cléricisme et sa mainmise sur la scolarité des enfants.

La Fédération anarchiste assure la Libre Pensée de son soutien.

Fédération anarchiste

ÉCOLE : LEUR LIBERTÉ ET LA NOTRE

On parle beaucoup de liberté en ce moment, et de République. Ainsi, dimanche 4 mars, à Versailles, des gens ont défilé croyant se battre pour la République et la liberté.

Pourtant, l'article 2 de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 dit : « Chacun peut se prévaloir de tous les droits et libertés proclamés dans la présente déclaration sans distinction aucune de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique, d'origine sociale ou nationale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation ». Les manifestants de Versailles sont certainement de bons démocrates, comme l'étaient sans doute ceux qui, il y a plus de cents ans et depuis la même ville, écrasaient la Commune et sa politique scolaire publique et laïque.

Aussi ces manifestants approuvent-ils sûrement la déclaration de 1789.

- « Sans distinction de race, de couleur, de langue, d'origine nationale. » Sur ses 2 millions d'élèves, l'école privée n'accueille que 2% d'enfants d'immigrés. L'école publique elle, accueille 7% d'immigrés sur ses 12 millions d'élèves.
- « Sans distinction de religion. » Quatre vingt quinze pour cent des écoles privées sont des écoles catholiques ; l'école privée est ségrégative. Pourtant, l'école privée n'a pas le monopole de l'éducation des croyants puisque le sondage S.O.F.R.E.S. - *Le Pèlerin* de juillet 81 estimait

à 26% le nombre de catholiques pratiquants et à 53% les catholiques non pratiquants. • « Sans distinction de fortune, de naissance, d'origine sociale. » L'école privée accueille 18 fois plus d'enfants d'industriels et négociants que l'école publique, ainsi que 8 fois plus d'enfants d'exploitants agricoles. Mais elle accueille 4 fois moins d'enfants d'ouvriers et 2 fois moins d'enfants d'employés que l'école publique (chiffres extraits des cahiers de l'actualité religieuse et sociale de mars 82).

Tout cela est bien contradictoire avec la fameuse Déclaration des droits de l'Homme. De tous ces droits, l'école privée ne peut que revendiquer le droit à l'existence (liberté d'enseignement), en aucun cas celui de piller les fonds publics. Or, l'école publique, l'école de tous, l'école qui réussit le mieux (1), l'école gratuite, l'école en qui les parents ont le plus confiance (2), l'école publique et laïque a besoin de tous ses moyens. C'est avec de l'argent qu'on ouvre des postes, qu'on construit des écoles, qu'on achète du matériel, pas avec des rapports de sommités pédagogiques. Face à Savary, l'homme qui a remplacé la monnaie par le projet pédagogique, face à la trahison du C.N.A.L. qui ne réagit à cette alchimie minis-

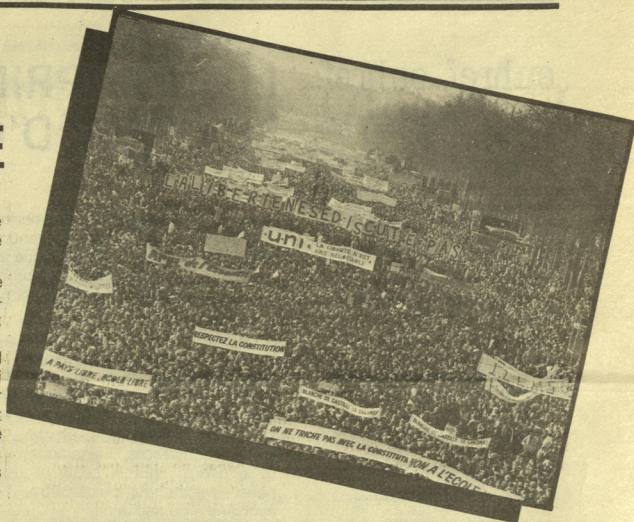
térielle que par un misérable chantage électoral, il faut le regroupement des laïques.

Nous n'entendons pas laïque en son sens médiéval, c'est-à-dire celui qui n'est pas clerc ; pour nous le laïque est bien celui qui est animé d'un idéal laïque. Voilà une différence qui nous permet de nous méfier des curés sans soutane. Cet archaïsme de sémantique a été fatal au C.N.A.L. Aujourd'hui, avec tant de cléricaux déguisés en laïques, Dieu seul peut reconnaître les siens dans les armoiries du C.N.A.L. Mounier, chrétien de gauche, posait cette question : « Qui dénoncera la trahison des clercs ? ». C'est une interrogation interne à l'Eglise, de droite ou de gauche peut importe, qui nous échappe. Mais les laïques authentiques peuvent, eux aussi, se questionner : « Qui dénoncera la trahison des laïques ? ». Il est grandement temps de réagir parce que tout cléricisme contré est une liberté gagnée pour le mouvement ouvrier.

Laurent Ségalant

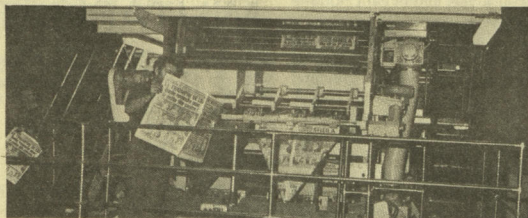
(1) Résultats du Bacc. 1980 : privé, 62% de candidats reçus ; public, 69,4% de candidats reçus.

(2) L'évolution des effectifs dans le privé permet d'annoncer un déclin de l'école dite libre, et ce malgré le pillage des deniers publics. En 1921, 19,1% des enfants sont scolarisés dans le privé (80,9% dans le public), en 1951 les chiffres deviennent respectivement 20,6% et 79,4% ; en 1980, 17,7% et 72,3% ; et pour l'année 1983-1984, la proportion passe à 16,7% et 83,3%.



LE LIVRE EN LUTTE

Le mercredi 7 mars, à Paris, nombreux étaient les ouvriers du Livre qui se dirigeaient à pied ou en métro vers la place Saint-Germain-des-Près vers 13 h. Là, au pied de l'église, qui vit en 68 s'ériger tant de belles barricades, attendait un camion voilé de crêpe et entouré des banderoles des entreprises de la région, presse et labeur mêlés. Dans ce camion, escorté par la manifestation tout le long de la rue de Rennes jusqu'à la tour du Maine, quelques 50 000 exemplaires de publications des éditions Atlas (*Cuisine, Fromages, et Aviation*). Ils avaient été subtilisés, quand venant d'Italie où ils avaient été imprimés, ils rentraient dans Paris par la porte d'Orléans. Au lieu de les détruire, la Fédération française des travailleurs du livre C.G.T. a préféré reconduire le véhicule escamoté à son commanditaire, les éditions Atlas, qui siègent à la tour du Maine au 43^e étage, pour être



précis. Les exemplaires des journaux étant posés en tas audiot étage.

Il faisait beau et le quartier du Montparnasse était agréable à traverser en ce jour, mais quoi de plus sur le plan syndical pour les travailleurs du livre ? Cette action régionale pour l'emploi préfigure la journée nationale du 21 mars qui sera marquée par des actions réclamant un espace vital pour l'imprimerie en France. Comme le dit le tract distribué lors de la manifestation : « Comme aux plus mauvais jours du règne giscardien, notre industrie continue de subir la crise de plein fouet ; plus arrogant que jamais, le patronat exige la liberté de licencier, réclame de nouveaux privilèges fiscaux, exige des fonds publics pour aggraver encore les gâchis financiers, l'ancienne politique continue de faire force de loi. Contre cette pression, le gouvernement cède, prend des mesures et dispositions inquiétantes. » L'exemple de l'im-

merie de Montsouris dont la survie est problématique, est un exemple du nouveau jeu auquel se livrent pouvoirs publics, patrons et éditeurs. Car ce sont en fait ces derniers qui sont maîtres des prix du marché, « décideurs » de fait en matière d'investissements, de modernisation, tout cela pour le plus grand bien de leur profit. Les pouvoirs publics et leur chère notion de sureffectif ajoutent le sel nécessaire à la situation, et comme toujours les travailleurs trinquent. La Fédération française des travailleurs du livre réussira-t-elle avec ses forces à renverser la vapeur ? On peut craindre que l'industrie graphique en France, ayant vu ses effectifs fondre au soleil, ne puisse guère s'opposer à la modernisation appuyée de surcroît par les pouvoirs publics... A moins de se poser sérieusement le problème de l'indépendance syndicale et de se battre avant qu'il ne soit trop tard.

B.F.

LA LIBERTÉ AU TAPIN

Il est de la liberté comme de la République ou du bon droit. Qui ne s'en réclame pas ? Tyrans en herbe, proxénètes en fleurs ou vertus fanées ; quant aux autres, on ne comprend plus souvent ce qu'ils clament.

Ainsi, le 4 mars était un radieux dimanche pré-printanier, qui vit à Versailles — hasard ! — défilé encadrés quelques centaines de mille de partisans catholiques. Liberté était le maître mot. Liberté de faire descendre dans la rue, des collèges entiers de mômes, sans doute effrayés à la seule idée de ne plus avoir à subir le divin dogme ; liberté d'obliger tous les contribuables, quelque soit leur opinion, à financer au détriment d'une école publique déjà nécessaire une autre, privée, confessionnelle et par là-même sectaire. Une manifestation « libertaire », c'est tout. Parfaitement apolitique, même si l'on est contre le gouvernement », si l'on acclame Chirac et Debré, si l'on est majoritairement de classe moyenne, on manifeste seulement pour la liberté. D'ailleurs, on diffusait *Le Chant de la liberté*, justement, et ce n'est pas notre faute si Le Pen use des mêmes artifices. Quelle liberté ? Celle de l'enseignement, bien sûr, celle des prix, aussi (même si ce n'était pas le propos ce dimanche-là — la liberté n'est-elle pas indivise ?),

celle de licencier, celle de la concurrence, du négoce...

De Vichy à Versailles

Ah ! les braves gens... Au bout du compte, les ouailles écoutaient pérorer, toujours au nom de la liberté — celle d'endoctriner les enfants —, un curé de la haute, chanoine expert en famille et en éducation.

Bref, nos Versaillais se séparèrent béats, émus et un peu excités par ce qu'ils venaient de faire. Manifester, pour des personnes chez qui descendre dans la rue n'est vraiment pas un sacerdoce (la dernière fois, c'était pour Pétain)... Quoi que, depuis quelque temps... Et on entendit hors des slogans grégaires bégayer des enfants à propos de ce qu'ils avaient entendu dans leurs casernes, école-famille, ou menacer l'investissement de la capitale s'il n'était tenu aucun compte de leurs exigences.

Ce pourrait être drôle, en pareil cas, de donner une leçon aux Versaillais en mémoire de la dernière semaine du mois de mai 1871 ! Qu'ils y viennent...

En attendant, dans la forêt d'obscurantisme que nous œuvrons à défricher depuis cent cinquante ans, un arbre, qui était le plus beau, pleure. Celui de la Liberté. Bah ! Il en a vu d'autres.

Gérard Caramaro

FONCTION PUBLIQUE : LA COLÈRE OU LA PRIME ?

La grève de la fonction publique du 8 mars n'aura pas créé de véritable surprise. La participation importante a démontré une fois de plus que les salariés que l'on cherche de plus en plus à faire passer pour des privilégiés, se préoccupent au plus haut point de leur pouvoir d'achat.

Mais sans plus. Les cortèges de manifestants n'ont été guère plus imposants que lors des précédentes démonstrations. Comme à l'accoutumée, le cortège de la C.G.T. était largement gonflé par les personnels communaux de banlieue. Comme il est devenu aussi rituel, plusieurs fédérations de la C.F.D.T. n'avaient pas appliqué les consi-

bas salaires par l'attribution uniforme de points d'indice.

Le vrai visage du « recentrage »

Le problème essentiel posé par cette journée dépasse en fait largement le cadre revendicatif des traditionnelles journées d'action. A travers elle se trouve relancé avec plus d'acuité le débat sur le rôle du syndicalisme confronté à la crise économique et au pouvoir de gauche.

Le débat ne date pas d'aujourd'hui. Depuis longtemps certains intellectuels appuyés largement par la grande presse, s'efforcent de démontrer que certaines catégories de travail-

leurs secteurs industriels sur lesquels il avait assis son pouvoir, et par la montée du chômage. Les syndicats n'ont pas su empêcher l'éclatement de nombreux statuts protecteurs qui ont été sapés par la multiplication des hors-statuts, de la sous-traitance, des intérimaires, etc. Cette nouvelle situation appelle de la part des syndicats une adaptation qu'aucun n'a su conduire, préférant se cantonner frileusement dans la défense des acquis toujours remis en cause si-tôt obtenus.

Mais comment aborder la solution d'un tel problème ? Surement pas en rendant responsables de la situation certaines catégories de travailleurs contre d'autres. Cette démarche ne peut avoir d'autre but qu'une forme de gestion et d'acceptation de la crise par l'ensemble de la classe ouvrière, protégée ou non. Pourquoi en fait les confédérations syndicales n'ont-elles pas su par exemple organiser les chômeurs ? Outre que ce milieu est par définition difficilement perméable au modèle syndical entièrement axé sur la défense des salariés en activité, il faut bien reconnaître que tout ce qui était possible n'a pas été fait, en particulier par la C.F.D.T. En effet, les organisations syndicales ne peuvent pas aborder cette question autrement que par le biais des structures interprofessionnelles. Or la C.F.D.T. n'a jamais cessé de liquider peu à peu tous ces organismes de base que sont les unions locales. Ces partisans de l'autogestion ne pouvaient pas tolérer que des organismes vivent et agissent en-dehors de leur contrôle. Non contents d'avoir assuré le contrôle étroit des unions locales par les unions départementales, l'appareil confédéral tend maintenant à asséoir l'autorité des unions régionales sur les unions départementales !

Dans ces conditions, comment la C.F.D.T. pourrait-elle trouver les moyens de sa politique ambitieuse ? Et c'est justement

ce qui nous amène à dire que ces thèses cachent tout autre chose, à savoir une tentative de faire accepter par la classe ouvrière une sorte de « pacte social » avec le gouvernement qui mènerait tout droit à la cogestion de la crise.

Des deux côtés : l'impasse

Mais le fait d'être en désaccord avec les réponses apportées ne doit pas masquer les vraies questions qui sont posées. La tentation serait grande aujourd'hui de faire l'éloge de ceux qui ont si vaillamment pris la défense du pouvoir d'achat des fonctionnaires. Or ceux-ci ne sont pas exempts de reproches, loin de là. Que signifie en effet la défense de tous les salariés, sinon la défense simultanée des revenus du smicard et du cadre supérieur, voire du P.D.G. ? Sous un vocabulaire qui prend parfois des allures révolutionnaires, la C.G.T., F.O. et la F.E.N. ne portent aucune atteinte au principe hiérarchique qui est la base du système social. Mieux, ils le perpétuent et l'amplifient, car tout le monde sait parfaitement qu'une augmentation de salaire en pourcentage profite bien plus aux hauts qu'aux bas salaires, de sorte que ces confédérations n'ont rien d'autres à proposer aux salariés les plus défavorisés que de se battre au meilleur profit des mieux lotis.

Cette politique-là mène aussi à l'impasse.

La revendication salariale doit aujourd'hui mettre en évidence la mauvaise volonté du pouvoir, son intention claire de maintenir les inégalités. Il ne faut pas taire les différences scandaleuses qui sont faites entre les salariés de la fonction publique, oublier les primes aussi élevées qu'injustifiées qui sont servies aux hauts cadres qui dirigent les administrations, plutôt que de faire querelle aux fonctionnaires des quelques primes

qui dans la plupart des cas n'atteignent pas l'équivalent d'un treizième mois.

Tous les discours sur le renforcement de la solidarité de la classe ouvrière sonneront creux tant qu'on ne posera pas avec force l'exigence de la réduction des inégalités. Les revendications syndicales doivent aller dans ce sens pour éviter le renforcement des clivages qui sont en train de se faire jour entre les fonctionnaires et les autres. Vouloir « unifier » la classe ouvrière sur des revendications communes exige de mettre en avant aussi les problèmes fondamentaux que sont la lutte contre le chômage par la réduction du temps de travail.

Il est certain que ni les uns ni les autres ne veulent remettre en cause la politique d'ensemble du gouvernement, et c'est bien là que le bât blesse. Qu'aura apporté en définitive cette journée d'action ? Après le 16 février, le gouvernement avait proposé l'attribution d'une prime uniforme de 500 F et 1% d'augmentation au 1^{er} avril, dont on ne savait pas trop s'il concernait le rattrapage pour 83 ou s'il constituait une avance sur les augmentations de 84 qui, rappelons-le, restent à négocier. Au soir du 8 mars, Le Pors a semblé admettre que ce 1% concernait bien le rattrapage au titre de 83. C'est tout de même un peu maigre comme premier résultat.

Reste que les négociations vont se rouvrir pour les salaires 84. La façon dont le gouvernement décidera de tenir compte de l'avertissement donné par la plupart des confédérations pèsera lourd dans la poursuite des négociations salariales dans l'ensemble du secteur privé et par voie de conséquence sur la politique générale du pouvoir en matière d'inflation et de revenus.

Alain Sauvage



Manifestation de fonctionnaires.

gnes confédérales et participaient à la grève et à la manifestation.

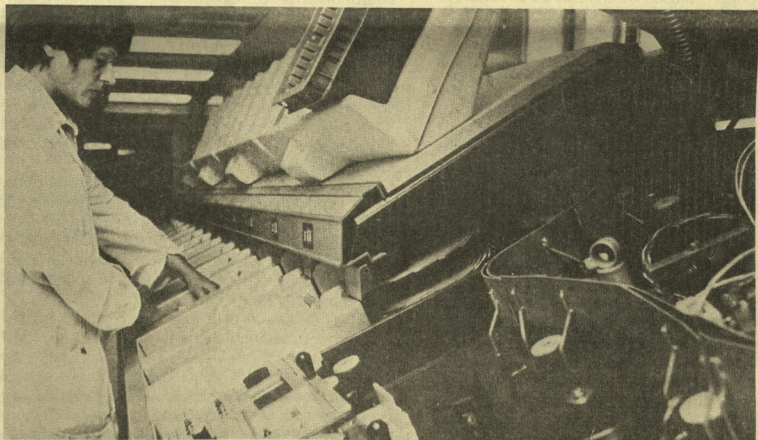
Cette journée ne fut pas aussi unitaire qu'on se plaît à le montrer. Si les positions de la C.G.T. et de la F.E.N. sur la question du pouvoir d'achat semblent s'accorder parfaitement, on peut se demander pourquoi F.O., après avoir manifesté sans faire grève le 16 février, avait décidé de désertier les ateliers et les bureaux sans manifester les 8 et 9 mars. Quand aux fédérations C.F.D.T. qui s'étaient jointes au mouvement, elles le faisaient sur leurs propres mots d'ordre qui sont la défense prioritaire du pouvoir d'achat des

leurs sont hyper-protégées, que leur entretien coûte trop cher à la collectivité nationale, et que par conséquent ces travailleurs doivent admettre que leur niveau de vie recule. Ce point de vue est fort proche des thèses défendues par la majorité confédérale de la C.F.D.T. sous le vocable « nouvelles solidarités ».

On ne peut s'empêcher de dire qu'Edmond Maire pose de vraies questions ; seulement il y apporte de fausses solutions !

Il est parfaitement vrai que le syndicalisme est aujourd'hui confronté à une véritable crise provoquée par l'effondrement

INTER-ASSISTANCE / U.A.P. (SUITE)



Au moment où ces quelques lignes paraîtront, aucune réponse définitive de la direction générale de l'U.A.P. n'aura été communiquée en ce qui concerne l'intégration à l'U.A.P. des deux personnes ayant accepté le poste proposé par la S.E.R.S.I., société de sous-traitance ayant racheté Inter-assistance.

Rappelons que sur les 23 personnes ayant été licenciées par Inter-Assistance et à qui on a proposé soit des indemnités de licenciement (entre 14 000 et 18 000 F), soit un nouveau poste à la S.E.R.S.I., deux personnes seulement ont accepté ce poste (sur les conseils de la section C.G.T.-U.A.P. des assurances collectives, estimant qu'il est toujours préférable d'avoir un emploi à l'intérieur de l'entreprise que de se retrouver à l'A.N.P.E.).

On a ainsi pu constater que rien n'était prévu pour accueillir ces deux personnes, la société S.E.R.S.I. (alias Inter-Assistance, alias U.A.P.), ayant espéré qu'aucune personne n'accepterait ce poste (conditions de travail et cadences inacceptables). Il est clair que pour les deux personnes travaillant à l'heure actuelle à la S.E.R.S.I., la direction de cette société fait tout son possible pour les faire « craquer » de faire en sorte qu'elles démissionnent de leur propre chef.

Il n'en est pas moins évident qu'en ce qui concerne la direction générale de l'U.A.P., il existe une volonté claire de ne pas céder, face à la détermination de la section C.G.T.-U.A.P., qui est l'une des seules à ne pas vouloir « jouer le jeu » des partenaires sociaux tel que le souhaiterait Mme Chassagne, P.D.G. de l'U.A.P.

Liliane
Gr. Pierre-Besnard

« J'AURÉS disait qu'il fallait que les enfants aient dès l'école une formation pré-militaire. » C'est en faisant référence au projet de loi de loi jacobin que Charles Heranu allait développer un programme de militarisation de la société.

L'ÉCOLE MÈNE-T-ELLE À L'ARMÉE ?

Dès 1973, après avoir réussi à convertir le P.S. à la force de dissuasion nucléaire, avec le soutien de F. Mitterrand et M. Focard, Hernu, chargé de commission sur la défense nationale, allait définir la politique militaire de son parti. Pour ce partisan de la défense populaire — de la nation en armes —, la construction d'une armée de vrais combattants permettait de ne pas effrayer la base socialiste sur le sujet, tout en rassurant à maintes reprises les premiers intéressés — les cadres de l'armée. Ainsi en 1973, déclarait-il : « ne vous inquiétez pas si nous parvenons au pouvoir, nous ne détruirons pas cela (l'armée) ». Cette promesse a bel et bien été tenue. Il est bien passé le temps où l'ex-membre du programme commun, le P.C., tirait à boulets rouges sur Hernu pour son programme de dissuasion nucléaire. Aujourd'hui, partisan, après un revirement à 180°, de la force nucléaire française, il vote avec le Parti socialiste les crédits d'armement nécessaires à l'impérialisme français.

1973-1981 : Une idée derrière le képi

L'approche du futur ministre de la Défense sur la formation des jeunes, sur le nécessaire changement des mentalités afin de responsabiliser les jeunes gens et les jeunes filles aux problèmes de la défense passait par la volonté de faire participer l'armée à tous les programmes du gouvernement socialiste — dès que celui-ci serait élu.

Passé le 10 mai 81, Hernu « prenait possession de ses fonctions ». La mobilisation commence ! « Ce qui fait le plus défaut en France » dit-il, « c'est un esprit civique et une formation sportive ». De citer, l'Australie pour son armée, une des mieux entraînées du monde — sans doute pour les trois heures de sport consacrées chaque jour dans les collèges —, l'Allemagne, pour son entraînement théorique dans sept universités, les États-Unis pour le drapeau levé chaque jour dans les écoles. En U.R.S.S., dans certaines casernes spéciales (dotées d'armement nucléaire) un lit vide occupe la première place dans la chambre surmontée du nom d'un soldat tué par les allemands ; tous les soirs, on fait l'appel, sans oublier le soldat mort...

Pas de chance pour Hernu ! Que voit-on en France ? Chaque année, 60 000 jeunes s'arrangent pour être dispensés du service national. Sur les 350 000 restants, plus de 70 000 font leur service dans un bureau ou comme chauffeur, etc.

Pour se prévenir d'une opposition certaine — la promesse du service à six mois était au programme du président Mitterrand — Hernu a mis à l'étude un système où pendant les trois ans précédant le service militaire et les trois années suivantes, tous les jeunes — y compris, pourquoi pas, les filles — suivraient chaque année un entraînement d'un mois dans un camp (pas trop éloigné de chez eux). Six mois au total, ce qui permettrait de réduire ledit service national à six mois. « Mais à condition d'en faire un vrai stage de formation du combattant. Mais alors faut-il envisager, en plus de la force de dissuasion, un renforcement des forces conventionnelles ? »

La militarisation de la société par une participation de l'armée à tous les niveaux du programme de gouvernement se concrétise sans grand obstacle par des protocoles signés entre ministères. Le premier de ceux-ci fut le protocole d'accord entre le ministère de la Défense et l'Éducation nationale, signé le 23 septembre 1982. Suivirent le protocole d'accord entre l'armée et la culture, puis l'armée et la jeunesse, l'armée et l'environnement, l'armée et les sciences ; et tout dernièrement, le 17 janvier, un protocole entre le ministère de la Défense et celui des Affaires sociales.

Créer les conditions de la militarisation

Les protocoles d'accord armée et cie. s'inscrivent dans le cadre du projet de contrôle social de l'actuel gouvernement. Contrôle social qui, n'est pas d'aujourd'hui, mais inhérent à l'institution militaire. La bourgeoisie était aussi soucieuse de mettre en œuvre les mécanismes, les justificatifs qui enverraient les individus sur les champs de bataille, mais aussi de mettre en place un outil qui brise toute tentative de transformation sociale, l'armée.

Le monstre est en place : contrôle des espaces aériens, terrestres, maritimes, monopole absolu sur la

recherche scientifique. En effet l'armée possède ses propres réseaux hertziens de communication, de transport du courrier, lui permettant spécifiquement de briser une grève, mais aussi globalement de doubler en cas de grève générale tous les secteurs stratégiques de la société. Un contrôle parfait du territoire (Gendarmerie) lui permet d'être opérationnelle en un temps extrêmement court. Les ordonnances de 1959, complétées à chaque signature de protocole, permettent à ce processus d'être constitutionnel.

L'armée n'a pas d'idéologie, elle sert les intérêts de toute classe dominante. La gauche ou la droite au pouvoir se servent de la même façon de l'armée, garante de leur ordre. Demain, la gauche utilisera l'armée pour briser les grèves (prémisses : la grève des routiers en janvier) ; après-demain, la droite retrouvera un outil de répression encore plus au point — si cela a encore un sens.

La militarisation de l'école actuelle s'inscrit dans cette perspective. Notons au passage que cette mesure aurait déclenché un tollé général si elle avait été assumée par la droite. Les États, qu'ils soient de droite ou de gauche, pour se maintenir, doivent être prêts à détruire l'humanité. La France socialiste peut se vanter de conserver son esprit assassins : la troisième puissance vendeuse d'armes.

Les investigations du P.S. et du P.C. à développer les liens entre les sciences et les problèmes touchant la défense est toujours cette même volonté de détourner les sciences. Les sciences entre les mains du pouvoir, qui finance, organise, programme, n'ont pour but que de servir ses intérêts, c'est-à-dire ses ignominies. Actuellement l'utilisation de la science est une véritable insulte à la faim et à l'oppression qui sévissent dans le monde.

L'application du protocole d'accord signé le 17 janvier 84 entre Pierre Bérégovoy et Charles Hernu, prévoit la coopération et l'aide réciproque du ministère de la Défense et du ministère chargé de la santé publique. Plus concrètement, « en temps de crise ou de guerre, la santé met les moyens publics ou privés d'hospitalisation à la disposition de l'armée, afin d'y accueillir et d'y soigner en priorité des victimes militaires ». Deux autorités, militaire et civile, auront le pouvoir de se prononcer sur les admissions et les sorties. Notons seulement que ce protocole Armée/Santé complète l'ordonnance du 7 janvier 1959 (J.O. du 10 janvier 1959, p. 691) et le décret du 11 janvier 1972 (J.O. du 15 janvier 1972) pour l'aide réciproque.

Concernant le protocole Armée/Culture, nous ne pouvons que sourire devant la volonté militaire de défense du patrimoine (à l'étranger aussi, sans doute ?) Notons donc les axes de cet accord : la défense de la langue française (« En rang, bordel ! » sera-t-il interdit ?), en second lieu, l'aide des Beaux-Arts pour restaurer les immeubles militaires classés ou inscrits à l'inventaire des monuments historiques, troisièmement l'ouverture au public des ouvrages militaires — ainsi restaurés. Afin de faciliter le développement culturel des militaires (!), ceux-ci auront accès à tarifs réduits aux lieux et manifestations culturelles (cinéma, théâtre, concert, musée ou maison de la culture).

Le compromis de la honte

Depuis 17 mois, nous nous interrogeons sur les conséquences du processus de rapprochement entre l'armée et l'Éducation nationale, concrétisé par le protocole d'accord signé le 23 septembre 1982, à bord de la corvette Montcalm. La résistance au protocole, organisée par les différents collectifs et organisations en France est le moyen actuel pour s'opposer à la singulière éducation à la guerre et à cette préparation de l'opinion à laquelle tant de médias excellent.

Les discours de gauche qui ont trait au concept de défense ont-ils le mérite de sécuriser les peuples épris de paix ? Il n'en est rien, nous le savons. L'éducation à la paix se heurte dès l'abord aux ambiguïtés et démarches du gouvernement actuel, et à travers lui, du ministre de l'Éducation nationale et à celui des armées. Le véritable courroux humain est de chercher inlassablement notre réunion à tous, dans le sens de l'entraide, de la justice, de l'enrichissement intellectuel de chacun, de la pensée libertaire. Le protocole représente un perpétuel endoctrinement et conditionnement à la servitude.

Eduquer pour défendre

La militarisation de l'école, concrétisée de fait par le protocole d'accord Hernu-Savary, s'inscrit dans le cadre des projets de contrôle social, de militarisation de la société par le gouvernement socialiste. Eduquer pour défendre ! Défendre quoi ? La démarche du gouvernement est en effet d'éduquer, d'encadrer le peuple par une discipline étatique à tous les stades de la vie pour le maintien de l'ordre social, autrement dit, pour le maintien du capitalisme.

Assurément les relations régulières entre l'armée et l'école montrent qu'il s'agit d'un travail interne entre les deux ministères, qui entre dans la nouvelle logique gouvernementale d'une gauche qui développe un nationalisme et un patriotisme désuets. Travail interne puisque les intéressés furent purement et simplement exclus, et à aucun moment, les professeurs, les syndicats, les associations de parents d'élèves, les étudiants, les enseignants ou les lycéens ne furent appelés à donner leur avis sur la nécessité des relations avec l'armée, même si Savary exprimait le contraire en août 82 : « Il est bien évident qu'aucune réforme corrélative touchant au secteur éducatif ne saurait intervenir sans qu'elle ait, au préalable, fait l'objet d'une très large concertation avec les partenaires concernés » (avec l'armée, assurément !).

L'expansion de l'armée dans le domaine de l'éducation nationale est une atteinte à la neutralité de l'enseignement. Informer les jeunes des problèmes de la défense ne passe pas par l'institution militaire. L'éducation pour la paix doit davantage revaloriser les notions de paix, de pacifisme. Pour cela, il importe bien moins de brailer la paix comme le font des organisations internationales et gouvernementales, que de dire, d'analyser avec rigueur les processus qui ont conduit ou conduisent à la guerre. Une nécessité fondamentale, refuser l'ignorance et la fatalité. Révéler les relations importantes entre les causes réelles de l'émergence des conflits et le déclenchement qui mène aux massacres.

« Il faut arriver à l'armée préparés, préparés par l'école, le lycée et l'université. Il faut une symbiose avec l'Éducation nationale. » (Charles Hernu)

La symbiose est un leurre. Les trois points de fond extraits du texte officiel, sur lesquels s'appuient les deux parties en présence, pour faire des écoles l'anti-chambre des casernes, le montrent bien :

- l'établissement de relations régulières entre l'armée et l'école — afin d'améliorer l'information des jeunes sur les problèmes de défense ;
- les échanges facilités au niveau local pour permettre l'information sur la nécessité de la défense — en prévoyant l'élaboration de documents pédagogiques (lesquels ?) ;
- une orientation des études vers les sciences et les techniques qui peuvent être intéressantes pour la défense, en améliorant le sort des enseignants durant leur service nationale (monitorat).

On constate surtout l'intrusion de l'armée, un renforcement de la place des militaires et de leur idéologie à l'école, dont le rôle devrait être de favoriser l'autonomie et la responsabilité humaine et d'éveiller l'esprit critique. La symbiose Armée-Education n'existe pas. La militarisation de l'enseignement reste la vocation du protocole. A aucun moment le texte officiel n'attribue à l'école un rôle non militariste au sein de l'armée. L'école à l'armée serait uniquement le prolongement de l'armée à l'école, pour parfaire le conditionnement et l'embrigadement, et faire « des jeunes gens et des jeunes filles des individus responsables des problèmes de la défense ».

On constate l'embrigadement. L'habitude de la présence de militaires a pour but, dans un premier temps, de ne pas créer de coupure avec le service national, d'endiguer les tentatives de luttes antimilitaristes (objecteurs, insoumis), et, dans un second temps, d'affirmer la place des militaires dans la société (voir les autres protocoles).

Quelle symbiose peut exister entre deux institutions aux buts fondamentalement antinomiques. Demain, l'école lieu du crime ? Le lieu du savoir, entre autres, l'école doit-elle être considérée comme un nouveau lieu du crime à grande échelle appelé patriotisme, puis-je investi par les assassins à la solde de l'État.

L'embrigadement afin de parfaire le contrôle social. L'embrigadement pour mieux réprimer. Le pro-

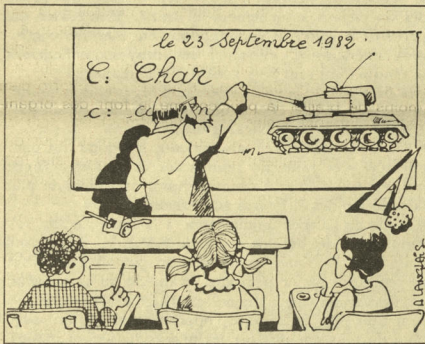
tole propose de parfaire l'éducation des jeunes afin « d'atteindre le nécessaire changement des mentalités » (Savary).

Les grandes manœuvres sont déclenchées pour transformer les enseignants en moniteurs d'une aberrante préparation militaire et les enfants dès leur plus jeune âge en bons petits soldats dociles, future chair à canon. La gauche ou la droite se servent de la même façon de l'armée, garante de leur ordre. La militarisation de l'enfance et de l'école s'inscrit dans une perspective de mesures répressives contre la liberté universelle. Nous savons que l'expansion de l'armée dans le domaine de l'éducation (dans l'entreprise également) représente un danger mortel, qui est de nous habituer et nous rendre responsables des crimes qu'elle prépare ou commet déjà. Tant qu'il y aura des militaires, l'esprit de guerre ne sera pas mort, la défense nationale et le service nationale sont des prétextes à l'armée permanente et au parti de la guerre.

La symbiose en marche

La symbiose en marche n'est qu'un pas supplémentaire vers l'embrigadement et le crime. Il existait déjà des relations internes. A l'instar du protocole armée-culture (l'armée protège le patrimoine !), le militaire doit, dans le cadre du protocole armée-école, permettre à l'étudiant d'étudier en paix. Le protocole se met discrètement, mais sûrement, en marche... « Professeurs et responsables des établissements scolaires ont été invités par les militaires qui voulaient « leur montrer les méthodes pédagogiques modernes que l'armée applique désormais, en s'appuyant, comme à Saumur, sur des moyens audiovisuels sophistiqués. » (...) Au niveau de la pédagogie, ces rencontres peuvent s'avérer fructueuses (...). Elles doivent, parallèlement, instaurer un climat de compréhension mutuel susceptible de mieux réaliser le rapport Armée-Nation. » (Saumur, *Ouest-France*, 12 novembre 1982)

« Vacances au Centre d'entraînement commando : 11 adolescents heureux dans la presqu'île de Crozon »



(Roscanvel, *Le Télégramme de Brest*, 8 août 1983)

Dans le Protocole, Monsieur Henu affirme que : « l'objectif poursuivi n'est pas plus la militarisation de l'enseignement que la scolarisation de l'armée. Il est de former des citoyens responsables. » (*Est Républicain*, 1^{er} mars 1983). Mais, dans *Ouest France* du 24 mai 1983, un officier jette le masque : « Les rares brebis galeuses que nous avons viennent effectivement de l'enseignement ».

Le Conseil d'administration de l'Union départementale des anciens combattants de Seine-Maritime nous apprend le 5 février 1983 que : « Il est question (...) de faire fixer des points d'histoire par les authentiques témoins des faits que sont les anciens combattants, et notamment de les déléguer dans les classes pour y parler ». Le texte poursuit en demandant la mise au pilori du livre *Histoire* (édition Nathan) ; la distribution de cet ouvrage dans les établissements secondaires étant un scandale. La presse a parlé de cet ouvrage, notamment *Le Figaro*, *Le Quotidien de Paris*, *Minute*, *Présent*, etc. Le congrès des anciens combattants propose, le cas échéant, si le livre n'est pas retiré des établissements d'enseignement, l'organisation d'un commando quelque part, pour faire éclater le scandale... Il suggère que soit demandée une sanction contre le responsable qui, au Ministère, a donné le feu vert. Etc.

La grande presse « objective » est particulièrement discrète à l'égard de cette « symbiose » qui s'étend pourtant à d'autres secteurs. Avec le *Canard enchaîné*, *Télérama* est un des seuls hebdomadaires à grand tirage qui se soit offusqué de cette mesure.

Le sujet reste tabou

Le débat de l'école privée et de l'école laïque rassemble les mêmes foules régulièrement, sous l'œil intéressé des médias qui excellent et délirent sur le sujet. Les idéologies se font face, se crachent à la gueule. Assurément, le concept d'éducation n'est pas l'es-

sentiel du débat et d'étranges lacunes persistent sur les programmes éducatifs. En revanche aucune presse, aucun média n'a relaté, depuis la signature du protocole et depuis son application, les finalités de l'implantation de l'armée dans le système éducatif national. La preuve en est que le journal *Le Monde* refusa la parution d'un texte (à titre payant, environ la somme de 4 000 F) émanant de la Coordination nationale.

L'accoutumance à l'idée d'un possible conflit nucléaire se fait largement par les nombreuses techniques d'émissions télévisées, de B.D., de films, par le rôle de la grande presse et la débilite des jeux électroniques, garants de l'idéologie célébrée aujourd'hui par le P.S. Les manuels scolaires qui ont encore une importance dans l'éducation ont connu des modifications. La volonté de ne plus voir les passages scandaleusement antimilitaristes n'introduit pas le dialogue facilitant l'acceptation de la différence en matière de culture et de système socio-politique. Pas de doute, les lacunes sont idéologiques ! La relation des événements mondiaux, est laissée dans l'ignorance totale du rapport entre les causes réelles de l'émergence du fascisme, de l'impérialisme, de l'interventionnisme et le déclenchement des conflits armés. Les élèves sauront aussi que les exportations d'armes sont nécessaires pour abaisser les coûts de production. Elles stimulent la recherche scientifique et permettent également des applications civiles. On croit rêver. Une telle pédagogie ne peut mener que sur la pente de la soumission et de la résignation.

La résistance au protocole Armée-Education est urgente

Combattre la guerre, c'est combattre la folie, les horreurs et le crime à grande échelle. Combattre la guerre c'est combattre sans distinction toutes les guerres, offensives ou défensives. Car elles sont les mêmes pour ceux qui les subissent et pour avoir au fond la même origine. Impérialisme de l'Est ou impérialisme de l'Ouest, les guerres sont voulues, préméditées par le crime des gouvernants et subies par les gouvernés.

A cela, les milliers d'anarchistes et les millions d'autres hommes répondent qu'ils veulent la liberté qu'ils croient incompatible avec l'existence d'un pouvoir quelconque. Ce que nous voulons, c'est le désarmement total. Le règne de la paix implique cette nécessité. Alors ne nous laissons pas tromper, guider par la fatalité et les gouvernements. Abolissons les mots de patrie, de défense, de droit, de civilisation qui masquent les combinaisons assassines des impérialismes. Assurément, cela n'est pas facile. Comment ne pas tomber dans le pacifisme béant et inconditionnel ? Notre camp, dans l'état actuel des choses se situe au minimum contre tous les mensonges. Le règne de la paix implique de favoriser la responsabilité humaine individuelle et collective, afin de catalyser les énergies dans le sens de la paix, de créer une véritable pédagogie de la paix pour ne plus dépendre d'une théorie : la dissuasion par la terreur.

Mais si nous sommes ce que nous sommes par notre éducation, comment et qu'est-ce qu'éduquer ? A une époque où les agents éducatifs sont innombrables et soumis (nous l'avons vu précédemment) aux programmes et ingérences de l'armée, quand la presse excelle dans cette préparation d'opinion qui consiste à s'accoutumer au fatalisme. Doit-on également se poser une autre question : qu'est-ce donc la paix ? A cela, depuis un an (février 83), les enseignants savent qu'ils ont le droit d'enseigner la paix. Et avant alors ! A qui peut correspondre cette volonté si en amont, les écoles ne comportent ni horaire ni programme spécifique. La paix n'est pas une notion théorique, mais bien une réalité nécessaire pour que l'individu vive libre. Élémentaire, dans un premier temps, le développement des théories à l'université, dans un second temps, enfin le développement du civisme (et du sport) du patriotisme marquent bien la volonté du gouvernement de gauche d'empêcher les individus d'établir le règne de la paix. Une autre contradiction de la notion gouvernementale de la paix (aurait-elle été un jour la même ?). Car si les T.P.F.A. ont disparu du paysage répressif envers les insoumis, les réfractaires et les objecteurs, les tribunaux civils traitent leur cas, semblent avoir revêtus les gants de fer de leur confrères kaki. Qui donc mieux que les antimilitaristes peuvent prétendre à l'éducation à la paix (pour la paix).

Monsieur Savary souligne lui-même que l'enseignement de la paix peut être abordé sous l'angle de l'histoire, et de l'éducation morale et de la morale. Nous revoyons au point de départ. Les germes des crimes et de la soumission sont dans les manuels et organisés dans certains programmes (telle la venue des anciens combattants dans les lycées) qui affirment la nécessité absolue des armées et l'esprit de défense nationale, bafouant les propos de Sébastien Faure : « Combatez la guerre, vous, combattants qui l'ayant faite, en avez mesuré plus que quiconque l'horreur, la folie et le crime. »

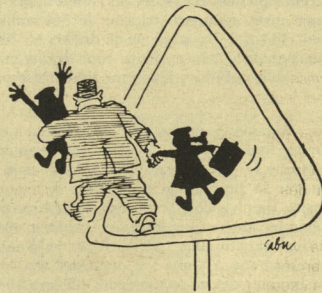
Combattre la guerre et le militarisme

Aussi, la Coordination nationale contre le protocole Armée-Education appelle à la semaine d'action du 14 au 21 mars. A chacun d'entre vous d'exprimer votre refus de voir la présence de l'armée dans l'école institutionnalisée, de lutter contre la militarisation de l'enfance et de l'enseignement — pour ne plus entendre dire « qu'une raison de vivre est aussi une raison de mourir (pour la nation) ». De plus, sur Paris, la Fédération anarchiste appelle à une manifestation antimilitariste qui s'inscrira dans la semaine d'action proposée par la Coordination nationale, le vendredi 16 mars à 18 h, place de la République.

Jean-François
Gr. du XI^e

Contacts :

- Coordination nationale, C.O.T., B.P. 229, 81002 Albi cédex ;
- Coordination parisienne, C.P.A.E., 19 cité Dupont, Paris 11^e ;
- Fédération anarchiste, 145, rue Amelot, Paris 11^e.



SEMAINE D'ACTION HERNU-SAVARY

DANS le cadre de cette semaine qui a commencé le 14 mars et qui prendra fin le 21, plusieurs manifestations sont prévues à travers la France, entre autres.

En Mayenne, le Collectif mayennais contre la militarisation organise :

- le vendredi 16, une projection à 20 h 30, à Mayenne, du montage audiovisuel sur les applications du protocole ; à Laval, à partir de 20 h 30, un concert de rock contre l'armée ;
 - le samedi 17, une intervention aura lieu le matin sur le marché de Laval ; le montage diapos sera projeté (sous réserve) à Château-Gontier ;
 - mercredi 21, un rassemblement est organisé place de la Mairie à 17 h, à Laval, afin de protester contre les accords Henu-Savary.
- Pour tout renseignement : G.A.M., B.P. 519, 53008 Laval cédex.

Dans le Tarn, à l'initiative du Collectif d'objecteurs tarnais, sont prévus :

- une exposition permanente au Centre culturel d'Albi, sur la militarisation de l'enfance ;
- mercredi 14, au centre culturel, en matinée et soirée, film-débat « La chair à canon » ;
- jeudi 15, film « Allons enfants » au café-théâtre Le Robinson ;
- samedi 17, animation auprès d'enfants sur la militarisation dans les livres, les jouets, etc., promenade à vélo dans les rues d'Albi, entrevue avec le député suivie d'une conférence de presse et d'une table ronde avec les radios libres ;
- mercredi 21, du théâtre, sur les paras en Algérie, « La récréation des clowns ».

De plus, toute la semaine circuleront dans les établissements scolaires : « Attention », dessin animé tchèque, « La génération immolée », film japonais, avec animation par les enseignants des établissements concernés.

Enfin, dans le cadre de cette semaine nationale d'action, la Fédération anarchiste vous appelle à venir manifester le vendredi 16 mars, à 18 h, place de la République, à Paris. Ceci :

- pour demander la levée des poursuites envers les antimilitaristes ;
- pour exiger l'abrogation des protocoles d'accords ;
- pour dénoncer la militarisation croissante de la société.

En Amérique centrale, la guerre n'est pas une menace mais une réalité quotidienne. Chaque mois, des tonnes de matériel militaire sont débarquées à l'aéroport de San-Salvador pour renforcer le gouvernement de Managua et au Honduras, où est en construction la plus importante base américaine de la région. C'est la même logique qui consiste à massacrer les populations civiles, créer des villages fortifiés, militariser la vie sociale pour stopper l'élan des mouvements d'opposition armée.

L'AMÉRIQUE CENTRALE VICTIME DE L'ONCLE SAM

L'Amérique centrale, une terre conquise

Cette situation ne date pas d'hier, puisque l'isthme américain est considéré comme terre conquise depuis plus de cent ans. En effet, dans le cadre de la division internationale du travail, les grandes firmes nord-américaines s'y sont implantées dès la fin du XIX^e siècle, provoquant la dépossession des indigènes, la destruction de leur communauté et le début de la prolétarisation des paysans soumis à l'obligation de travailler sur les nouvelles plantations. Elles ne cessèrent d'y développer leurs investissements, passant de 800 millions de dollars en 1914 à 2 716 millions de dollars en 1929. Ce qui leur permit d'évincer leurs concurrents européens et d'y établir définitivement leur hégémonie politique.

Ces pays « maintenus en sous-développement » sont principalement fournisseur de matières premières et en produits tels que le café, le sucre, la banane et le coton, tandis que la production de denrées de consommation (maïs, riz, haricots) est négligée. Leurs positions stratégiques amèneront les Etats-Unis à y opérer des acquisitions territoriales : Porto-Rico, le canal de Panama, Guantanamo à Cuba ; à organiser des coups d'Etat pour imposer des gouvernements inféodés à leurs intérêts ; ou encore à intervenir directement avec ses marines comme ce fut le cas de nombreuses reprises. Pour assoier les tyrans locaux, ils ont instruit et approvisionné les forces armées de ces pays, qui ont ainsi acquis une place de plus en plus importante et décisive : la répression étant la seule réponse face à la contestation. Dictatures et démocraties de fer se sont donc succédées les unes aux autres. Actuellement la misère, l'injustice sociale et l'analphabétisme sont toujours autant de plaies pour ces peuples.

La terre, source fondamentale de richesse demeure entre les mains d'une oligarchie : 6,2% des exploitations agricoles occupent 73,2% des terres arables, le plus souvent liées à des entreprises américaines. Les multinationales bloquent tout progrès social, accaparent les ports, installent leur douane et leur propre police, imposent la domination du dollar tout puissant, orchestrant de cette façon un véritable pillage. Quatre vingt dix pour cent des exportations agro-alimentaires sont à destination des Etats-Unis, premier client et principal fournisseur.

Aides des Etats-Unis en Amérique centrale (en millions de dollars)

	1981	1982	1983 (1)	1984 (2)
Salvador	Militaire	35,4	82	26,3
	Economique	104,5	186,1	204,9
Guatemala	Militaire	0,003	0	0,2
	Economique	16,7	13,5	38,1
Honduras	Militaire	8,9	31,2	20,3
	Economique	36,1	78	58,7
Nicaragua	Militaire	8	0	0
	Economique	59,6	6,1	0,3

(1) Aide approuvée.

(2) Aide sollicitée par l'administration.

Sécurité nationale contre droits de l'homme

Ayant jusqu'alors soutenu les dictatures les plus féroces, Washington tente depuis quelques années d'installer des régimes plus démocratiques. Mais les Etats-Unis se heurtent naturellement aux structures qu'ils ont eux-mêmes créées. Les classes dominantes traditionnelles se montrent très récalcitrantes face aux manœuvres tactiques de la Maison Blanche. Ces tentatives avaient créé quelques frictions lorsque l'ancien président Carter essaya de faire pression sur ces pays en réduisant l'assistance militaire, face aux trop nombreuses atteintes aux droits de l'homme. Pour sa part, Reagan, bien que déplorant publiquement les exactions des escadrons de la mort d'extrême droite, n'envisage nullement de

remettre en cause leurs « bons services ». Au contraire, il justifie l'escalade de la violence et de la militarisation en dénonçant l'existence du Nicaragua sandiniste et les progrès de la guérilla salvadorienne. Il ne tient pas à faire la même erreur que Jimmy Carter, qui laissa s'échapper le Nicaragua, misant tout sur un somozisme sans Somoza par lequel il avait alors tenté de résoudre la crise.

Au nom de leur sécurité nationale, les Etats-Unis ont, depuis toujours, adopté la menace interventionniste comme fer de lance de leur stratégie envers l'Amérique centrale et les Caraïbes. Cette tendance s'est renforcée avec l'élection de Reagan qui a affirmé, sans aucune gêne, que les intérêts américains primaient dans les relations internationales. Cette « sécurité nationale » se réfère non pas à la sécurité des frontières, mais à la préservation de la puissance mondiale. En un mot, Reagan impose sa conception impérialiste du monde ; l'invasion de l'île de la Grenade en a été une des cruelles concrétisations. Le rétablissement de l'ordre dans un pays comme le Salvador est dans cet objectif, un point de départ pour la récupération du pouvoir américain.



Sandinistes au Nicaragua.

Dès 1980, l'administration républicaine avait insisté pour signaler que les conflits dans cette partie du monde était le fruit de l'infiltration soviéto-cubaine. Leur première activité diplomatique d'importance réalisée par la Maison Blanche a été la publication du fameux « livre blanc ». Avec ce document, elle entendait prouver de façon irréfutable que l'infiltration communiste avait provoqué la guerre civile au Salvador. De cette manière, elle entendait déclencher chez les gouvernements latino-américains un mouvement d'appui à leur politique, tout en faisant pression sur les Européens pour qu'ils s'abstiennent de soutenir l'opposition au régime. Il s'agissait alors, seulement de légitimer les actions impérialistes des Etats-Unis mais également d'impliquer d'autres pays comme le Mexique et le Venezuela de façon à faire de ce conflit, un problème de sécurité internationale. Néanmoins la suspicion avec laquelle une bonne partie des « alliés » accueillirent les soi-disantes preuves du « livre blanc » limitèrent l'effet de mobilisation que la Maison Blanche aurait voulu voir se développer en sa faveur. Par contre sur le plan intérieur, il a réveillé un courant d'opinion favorable à l'intensification de l'aide militaire aux pays en proie à la guérilla, neutralisant du même coup la pression des défenseurs des droits de l'homme.

Une intervention à multiples visages

Une des principales réussites du président Reagan est la formation du groupe de Nassau, surnommé le « mini plan Marshall », visant à un développement économique des pays sous son influence en accroissant encore leur dépendance. Washington tente également de réactiver le C.O.N.D.E.C.A. (Conseil de défense centro-américain) dont le Nicaragua somoziste avait été le pilier. Organisme qui a pour tâche de veiller à la sécurité régionale, un secrétaire américain à la défense a rappelé récemment qu'il s'agissait de « lutter

tous ensemble, avec énergie contre le communisme international ». Le *New-York Times* n'a-t-il pas révélé, il y a quelques mois que ses membres (Salvador, Guatemala et Honduras) cherchaient un moyen d'intervenir militairement contre le Nicaragua dans un cadre légal...

En janvier dernier, la commission Kissinger, chargée d'élaborer un projet de politique à long terme pour cette région a remis son rapport à la présidence. Celui-ci qualifie la crise actuelle comme « aiguë » et « urgente ». Tout en reconnaissant que ses causes sont locales, il insiste sur les causes extérieures : « récession mondiale » et sur l'« intervention soviéto-cubano-nicaraguayenne ». Kissinger réclame donc l'inévitable augmentation de l'aide militaire et une aide économique massive de 8 milliards de dollars pour les six ans à venir, soit le triple du montant actuel. Il se prononce pour le maintien d'incitations et de pressions à l'égard du régime de Managua, ce qui se traduit par la poursuite du soutien financier et de la C.I.A. aux « contras » anti-sandinistes. Du côté de l'opinion américaine, une certaine réticence semble enfin se dessiner face à un conflit qui ne cesse de se généraliser. En effet :

- les Etats-Unis veulent transformer le Honduras en bastion anti-insurrectionnel ;
- les manœuvres conjointes américano-hondurienne se succèdent, « Grand Pin 3 » doit débuter dès la fin des opérations actuellement en cours. Manœuvres qui permettent selon le commandant en chef du contingent américain d'« entraîner des troupes qui pourront se rendre dans tout pays venant à la demander » ;
- la présence de la plus importante organisation contre-révolutionnaire (F.D.N.), qui stationne au sud du pays harcelé sans répit le Nicaragua ;
- l'incursion de l'armée salvadorienne au Honduras pour effectuer des raids de représailles contre les réfugiés qui ont fui la guerre civile démontre une fois de plus la collusion des différents gouvernements.
- l'aide de l'armée hondurienne à la junte de San-Salvador pour des actions contre le F.M.L.N.-F.D.R. qui malgré les tactiques recommandées par les Etats-Unis, ne permettent pas de reprendre l'avantage sur la guérilla.
- l'insurrection permanente au Guatemala où l'armée n'en finit plus de réduire l'opposition armée qui s'appuie de plus en plus sur les masses indiennes majoritaires, a de quoi inquiéter les Etats-Unis.

A quand l'autodétermination des peuples ?

Une paix réelle et durable n'est donc pas près de s'installer tant que les Etats-Unis soutiendront à bout de bras les oligarchies locales qui n'ont jamais cessé d'employer la terreur pour se maintenir au pouvoir. Malgré cette répression impitoyable qui frappe tous les secteurs, paysans, étudiants, ouvriers, un processus révolutionnaire continue de s'amplifier. Si jusqu'à présent, les Etats-Unis se sont « contentés » d'approvisionner en armes et munitions les forces armées gouvernementales, il ne fait aucun doute qu'ils n'hésiteront pas à envoyer leurs marines remettre de l'ordre.

Durant ces dernières années, l'Amérique centrale est devenue un des points sensibles de l'affrontement Est-Ouest au même titre que le Proche Orient. En effet pour les deux super-puissances, les quelque milliers de guérilleros qui se battent n'ont guère d'importance face à leur désir d'hégémonie. Si nous condamnons sans aucune réserve l'impérialisme américain, il en est de même pour l'expansionisme soviétique, qui entrevoit dans la situation actuelle de ces pays la possibilité d'étendre sa zone d'influence. L'U.R.S.S. met à son profit tout mouvement révolutionnaire ou guerre civile pour marquer des points contre son rival. Les deux grands ne tolèrent aucun mouvement de protestation sur leur territoire conquis. Que ce soit au Salvador ou en Pologne, les peuples n'ont pas le droit de se rebeller sans faire le jeu de l'adversaire.

Il nous est indispensable de développer la solidarité en faveur de ces peuples en lutte, de convaincre la classe ouvrière française et internationale que leur combat est aussi le nôtre. Ni Est ni Ouest, c'est avec la solidarité internationale des travailleurs, que leurs luttes imposeront la troisième voie, celle de l'autodétermination des peuples.

Jean-Claude
Gr. Kropotkin

LES FONCTIONNAIRES DÉBRAYENT, LE CHÔMAGE AUGMENTE, LES POLITICARDS S'AFFOLENT !

ET COMME UN MALHEUR N'ARRIVE JAMAIS SEUL,

MONSIEUR GISCARD D'ESTAING PARLE

À quoi sert un ancien président de la République demandait un des interlocuteurs de Giscard d'Estaing l'autre soir à la télévision ? Seuls ceux de nos compatriotes qui ne sont pas au courant des événements historiques de ces soixante dernières années pourraient s'écher devant une telle question ! Depuis la Troisième République, un ancien président de la République sert à créer l'illusion au moment où le système économique craque et où le temps est venu de ressortir les images d'Épinal pour faire passer les mesures essentielles pour sauver le régime. Nos anciens ont connu le retour de Poincaré, après la faillite du Cartel des Gauches en 1926, celui de Doumergue, après le 6 février 1934 et aujourd'hui, alors que tout fout le camp, Giscard pointe son museau de rat. Dans nos républiques, qui lorsque cela va mal sont comme les grenouilles à la recherche d'un roi, l'ancien président de la République est l'homme providentiel pour un temps, celui de l'Union nationale, qui fait avaler la pilule au popolo, le temps que les politicards reprennent leur souffle et recommencent le jeu des majorités et des minorités. Mais Giscard a-t-il le profil d'un sauveur suprême et momentané, susceptible de ramener à la raison les clans affolés par les fluctuations de la Bourse, les grèves, les manifestations, tout ce bordel auquel nous assistons et que le Général avait qualifié d'un mot qui fit mouche : « la chienlit » !

Giscard, c'est d'abord une image, bon chic, bon genre, le port noble, la calvitie, sur laquelle trois cheveux dessinés au pinceau, donnent de la distinction. La petite bourgeoisie adore ! « Il parle bien » constate l'épicier du coin ; même et surtout lorsqu'il parle pour ne rien dire comme il le fit l'autre soir avec éloquence, et un peu de cette hésitation entre les mots qui relève du chic anglais, pas celui des supporters de l'équipe de football, mais de la Chambre des Lords.

La bourgeoisie française, qui sent le terrain se dérober sous ses pas, cherche un homme. Choix difficile, le génie n'inonde pas le personnel politique. Il y a Le Pen ! Oui, Le Pen, un gros costaud dont le langage enthousiasme certaine couche populaire, celle qui autrefois suivit Boulanger et plus près de nous Doriot ; mais enfin si Le Pen peut servir, il n'est pas question de l'introduire dans les salons du Faubourg-Saint-Germain, la bourgeoisie a ses usages. Enfin, figurez-vous que la situation économique s'aggrave, que le bougre réussisse sa percée, il pourrait bien coller, comme le fit Hitler, avec des milliers de prolétaires, quelques uns des curaçonniers qui se balladaient

l'autre jour à Versailles, quelques boutonneux des lycées du XVI^e arrondissement, quelques aristos de fraîche date, possédant une gentillommière. Le Pen peut encore servir pour faire l'appoint, pas plus !

Evidemment, il y a Chirac ! Chirac, une asperge montée en graine ! Il risque lui aussi d'être un peu juste ! C'est un trublion sans cervelle. Rappelez-vous l'appel de Cochon, et dernièrement sa sortie contre les fonctionnaires. Le personnage est insupportable, incapable de tenir sa langue, toujours prêt, des tours de son chateau ou du balcon de l'Hotel de Ville, à raconter des conneries que son entourage s'efforcera sans grand succès de faire oublier.

Reste Barre, un pur produit de notre petite bourgeoisie merdeuse. Un homme rond, plein comme les comptes en Suisse de ses partisans. Il ne fait pas de politique, lui, il le dit bien haut ! Capable de faire suer le burnous des fonctionnaires « qui ont la sécurité de l'emploi » ou des salariés constamment en grève pour des « ratrapages ». Comme si lui, Barre, avait autre chose à rattraper que la carotte après laquelle il court, en se dandinant entre ses concurrents. Les deux Faure, les duettistes, soyons sérieux ! Il traîne bien encore par ci par là quelques généraux qui se feraient une joie d'étrangler la Gueuse. Mais chez nous, on n'y peut rien, les généraux, toujours en retard d'une guerre, sont gâteaux ; des ganaches, passons ! Décidément Giscard est bien seul parmi ces foutriquets, il va falloir qu'il retourne au charbon. D'abord, il a un programme ! Rassurez-vous je n'ai pas lu son livre et je ne vous en parlerai pas, mais je l'ai écouté à la télé et c'était suffisant pour juger.

Constatastons d'abord que Giscard a du mérite et que les journalistes ne lui ont pas rendu la tâche facile. Ces malappris se sont évertués à l'interroger sur son passé. Mais là, il a été sublime : « Oublie le passé et vient m'embrasser ! ». Reparer de choses qui fâchent, alors que la France attend ! Aujourd'hui il a réfléchi, il a été trop tolérant, il a l'expérience d'un échec, il a eu le temps de méditer. La politique de la France, lorsqu'elle est faite sans lui, est mauvaise. Il va réagir avec fermeté et il sera candidat dans le Puy-de-Dôme, il fera ce qu'il faut pour être élu, quitte à passer un élastique autour du pied des vaches laitières de son pays, pour faire enrager Rocard, et à boire une bolée sur le champ de foire avec les péquenots rigolards. C'est aux sacrifices qu'il consent, qu'on reconnaît un homme bien né !

D'ailleurs les photos de presse nous apprennent qu'il est ve-

nu à la télé en famille, « papa, maman, la bonne et moi », pour nous révéler son programme qui se résume en une formule magistrale « prendre en compte les grands problèmes » ! Mais ne croyez pas que lorsque le lyrisme de clocher l'empoigne pour lui faire escalader les lieux communs au galop, le bougre oublie l'essentiel. Après tout, il pourrait une nouvelle fois être élu président. Les américains ont bien Reagan et les russes Tchernenko, les foules sont idiotes, c'est bien connu. Dans cette éventualité, notre Giscard, qui parfois quitte les hautes sphères pour redevenir un paysan roublard, nous a figolé une présidence où on reconnaît l'expérience des « quarante rois qui firent la France » ! Le président doit présider, c'est bien connu, et Giscard nous a annoncé qu'il retoucherait la Constitution de façon à laisser l'intendance aux autres, de manière à se consacrer aux grands problèmes qui obligent à des visites aux puissants de ce monde, ce qui permet de recevoir des somptueux cadeaux, qu'on est parfois, hélas, obligé de restituer au domaine public ! Je m'imagine la tête du gros Barre, en prenant connaissance du projet de son ancien patron, allant baiser les mains des dames dans les capitales du mon-

de, alors que lui, le meilleur économiste de France, en serait réduit à aller serrer celles des mineurs pour leur faire avaler la pilule de la reconversion.

Il paraît que Giscard a battu le record d'écoute, l'autre soir à la télé ! Rien de surprenant, il est très exactement le personnage dont la bourgeoisie a raffolé dans la première partie de ce siècle. Oui, bien sûr, pour l'auditeur attentif, il semble bien un peu mangé aux mitres et sa greluce paraît sortir d'un roman de Dely, mais on aime ça dans nos campagnes et je ne suis pas très sûr que dans son village, les braves gens qui le croise ne le salue pas avec le respect des anciens temps.

Giscard, prochain président de la République ? A dire vrai, je n'en sais rien, encore que cette société bourgeoise qui s'affaisse, que la crise ronge, pourrait bien vouloir s'étendre à l'ombre de cette image du passé. En tout cas, il semble y croire. Mais la lutte contre ses accolytes sera dure et nous verrons des bien-pensants défilier avec des pancartes sur lesquelles seront écrites cette phrase assassine : « Giscard au placard ».

Je sens le lecteur s'indigner devant ces jeux de cirque à un moment où la société vacille sur son siège. Mais nous sommes en plein dans la tradition

historique. Lorsque les pitres, les funambules occupent le devant de la scène et font des grâces qui rappellent le passé, les hommes de colère et de décision fredonnent entre leurs lèvres pincées les premières notes du « Ça ira » !

Giscard à la télé ? L'image d'une société bourgeoise qui meurt, avec ses injustices atroces, sa morale sirupeuse, ses vanités ridicules, impitoyable aux miséreux, servile devant les puissants. Une société bourgeoise qui a construit sa douceur de vivre sur l'exploitation du plus grand nombre et qui, aujourd'hui sait bien que les temps de sa puissance sont comptés. Mais prenons-y garde, avant de crever, la bête peut encore mordre ! Devant le danger, finies les bonnes manières, les délicatesses de salons. A ce stade là, même les gros durs, mal débarbouillés de leurs outrances, deviennent acceptables et on ne leur demande plus seulement des voix pour faire l'appoint les soirs d'élection, mais du « muscle » pour mater la « canaille », c'est-à-dire vous et moi ! Les organisations ouvrières emberlificotées dans leurs problèmes d'élections politiques ou professionnelles feraient bien d'y penser avant qu'il ne soit trop tard.

Maurice Joyeux

